

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 30 juin 2021

Objet n° 19 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mme Done Sonmez, MM. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, M. Youssef Hammouti, Mmes Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Fatima El Khattabi, M. Taoufik Ben addi, Mme Fatima Ben Abbou, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mme Lorraine de Fierlant, Echevin.

#Objet : Règlement relatif à la politique communale de stationnement - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 11 et 0 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117 à 137bis

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

Vu l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles Capitale ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Vu le Code de la route ;

Vu les éventuelles modifications des textes non-mentionnés ci-dessus ;

Vu le Plan d'action communal de stationnement du 25 mai 2016 ;

Revu sa délibération du 23 octobre 2019 votant l'instauration du règlement relatif à la politique communale de stationnement ;

Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire; et qu'il convient également de limiter le stationnement gratuit en zone rouge pendant une durée maximale de 2 heures pour les détenteurs de la carte de stationnement pour personnes handicapées ;

Considérant que la généralisation des zones réglementées de stationnement de même que la pression au niveau du stationnement nécessite de donner aux habitants de la commune des facilités de stationnement;

Considérant que la commune est densément bâtie, avec une part importante dédiée au logement, et qu'il convient donc d'éloigner autant que possible le stationnement des véhicules de plus de 4,9 mètres et/ou de 3,5 tonnes et plus pour des raisons, d'une part, de sécurité vis-à-vis des piétons et des enfants et, d'autre part, pour des raisons de confort des riverains, notamment l'entrave à la luminosité et la diminution de la visibilité ;

Considérant la nécessité de limiter la pression du stationnement en soirée, il y a lieu de fixer un tarif différentiel selon l'heure de fin de validité des cartes de stationnement pour les entreprises et indépendants ;

Considérant que la réduction, la création et l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent pour la commune des charges importantes en personnel et en moyens financiers;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux diverses dispositions législatives s'avère nécessaire et préconise donc l'instauration d'un tarif par période de stationnement de 4h30 pour les codes de dérogation « visiteur » ainsi qu'une adaptation du nombre maximum de codes attribués ;

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1er juin 2021 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

ARRETE :

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION DU RÈGLEMENT COMMUNAL DE STATIONNEMENT

Article 1 :

Le présent règlement est applicable à tous les usagers présents sur toute voie publique et en tout lieu public au sens de la loi sur la circulation routière et au sens du Code de la route.

CHAPITRE II - DÉFINITIONS

Article 2 :

Pour l'application du présent règlement, il est entendu par :

1. Administration : Bruxelles Mobilité.
2. Agence du stationnement : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles- Capitale, telle que définie dans le Chapitre VI de l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.
3. Cartes de dérogation : les cartes de dérogation visées par l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses arrêtés d'exécution, étant entendu que les cartes de dérogation peuvent être « physiques » ou « virtuelles » ;
4. Connexion : identification électronique en vue de charger ou de payer un tarif de rotation auprès de l'exploitant de l'infrastructure
5. Disque de stationnement : le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1. de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et défini à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 1er décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques (marques d'immatriculation) prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière.
6. Entreprises et indépendants : la personne ou l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation, dans l'une des 19 communes bruxelloises. Par 'personne', il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par 'entreprise', il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut, notamment les sociétés reprises à l'article 2 du Code des sociétés, les institutions publiques et privées, les établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes et l'ordonnance du 29 juin 2006 relative à l'organisation et au fonctionnement du culte islamique, les établissements d'assistance morale du Conseil central laïque visés par la loi du 21 juin 2002, les établissements d'enseignement non obligatoire, les hôpitaux, cliniques, polycliniques et dispensaires de soins, les œuvres de bienfaisance et les ASBL ;
7. Etablissement d'enseignement : tout établissement organisé, reconnu ou subventionné par une communauté et les crèches publiques ou qui appliquent des tarifs liés au revenu, implantés dans l'une des 19 communes bruxelloises ;
8. Borne de recharge électrique : infrastructure permettant la recharge d'un ou plusieurs véhicules électriques. La borne comporte au minimum un point de charge matérialisé par un socle de prise.
9. Ménage : le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partagent la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage.
10. Ministre compétent : le Ministre qui a les Transports dans ses attributions.
11. Ordonnance : l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles- Capitale et ses modifications ultérieures.
12. Période de stationnement : période de 4 heures 30 minutes qui débute à compter de la délivrance de l'invitation à payer une redevance forfaitaire. Cette durée est conservée même en cas d'extension ou de réduction de la période payante.
13. Plan de déplacement d'entreprise : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un indépendant, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité.
14. Plan de déplacement scolaire ou équivalent : le plan de mobilité élaboré par ou pour une personne morale ou un établissement scolaire, qui analyse et décrit ses besoins en mobilité.
15. Raccordement : branchement physique d'un véhicule électrique à la borne électrique, telle que définie dans le présent article, en vue de recharger ledit véhicule.
16. Second lieu de résidence ou résidence secondaire : une résidence non principale sur le territoire de la Commune pour laquelle le demandeur d'une carte de dérogation « riverain » s'acquitte de la taxe communale sur les résidences non principales.
17. Secteur de stationnement et maille : la zone géographique qui délimite les voies sur lesquelles la carte de dérogation est valable. Chaque secteur de stationnement est composé de différentes mailles sauf si le Conseil communal décide d'appliquer des secteurs de stationnement fixes conformément à l'article 46ter de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation.
18. Ticket de stationnement: document délivré par l'horodateur conformément au présent règlement. Le ticket de stationnement peut être soit gratuit, pour une durée de 15 minutes, soit payant pour une durée déterminée par l'utilisateur et/ou le type de zone règlementée. Le ticket « physique » de stationnement peut être remplacé par toute forme virtuelle (enregistrement de la marque d'immatriculation du véhicule via le clavier de l'horodateur, paiement électronique, etc.)
19. Marque d'immatriculation : marque d'immatriculation au sens de l'article 20 de l'AR du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules (plaque d'immatriculation).
20. Usager : le conducteur du véhicule à moteur ou propriétaire de la remorque occupant une place de stationnement ou, à défaut de connaissance de celui-ci, la personne au nom de laquelle ce véhicule est immatriculé.
21. Voitures partagées : les véhicules des opérateurs de carsharing au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures.
22. Voitures partagées entre particuliers : les véhicules partagés au travers d'un système de partage de voitures pour les particuliers agréé au sens de l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers.
23. Zones réglementées : les zones telles que définies aux articles 2, 3 et 4° de l'Ordonnance et l'article 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et

- aux cartes de dérogation et ses modifications ultérieures
24. Redevance : montant dû pour l'utilisation d'une place de stationnement au-delà du temps requis pour l'embarquement ou le débarquement de personnes ou de choses au sens de l'article 2.23 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.
 25. Zone de Police : une des six zones de la Police locale de la Région de Bruxelles-Capitale qui regroupe plusieurs communes.

TITRE II - ZONES REGLEMENTÉES

CHAPITRE I - STATIONNEMENT PAYANT APPLICABLE AUX EMBLEMES MUNIS D'HORODATEURS :

GÉNÉRALITÉS

Article 3 :

Le stationnement dans les zones munies d'horodateurs est régi suivant les modalités et conditions mentionnées sur ces appareils.

Article 4 :

La redevance due, par anticipation, dès le moment où le véhicule est stationné est payable par insertion de pièces de monnaie dans l'horodateur, l'utilisation de cartes de débit et de cartes de crédit ou le paiement par une ou l'autre technologie telle que sms ou applications conformément aux indications portées sur les horodateurs ou toute autre signalisation prévue à cet effet.

L'usager répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologies telles que sms ou applications lors de la délivrance d'un ticket de stationnement.

L'attention des usagers est attirée sur le fait que la configuration des appareils ne permet pas de rendre la monnaie.

Lorsque l'horodateur est hors d'usage, l'usager aura recours pour le paiement de la redevance à d'autres technologies telles que sms ou applications. A défaut, il apposera son disque bleu sur son véhicule.

Article 5 :

Le paiement de la redevance donne droit à une période de stationnement ininterrompue, dont la durée est déterminée par le montant payé.

Article 6 :

En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée ou de dépassement de la durée maximale autorisée, l'usager est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant par période de stationnement varie en fonction du type de zone.

Lorsque la redevance, payable par insertion de pièces de monnaie dans l'appareil ou par l'utilisation de cartes de débit et de cartes de crédit ou par sms ou applications conformément aux indications portées sur l'appareil, a été initialement choisie et que le temps imparti par le paiement de cette redevance est dépassé, les montants déjà acquittés ne pourront pas être récupérés par le redevable lorsqu'il est invité à payer la redevance forfaitaire.

Article 7 :

Aucune des dispositions reprises dans le présent règlement ne donne lieu à une quelconque surveillance des véhicules stationnés en voirie.

Article 8 :

Le stationnement réglementé s'applique également aux véhicules en stationnement devant les accès de propriétés.

Article 9 :

Les titulaires de cartes de dérogations bénéficient cependant de dérogations en fonction des autorisations propres aux cartes qui leur ont été délivrées.

CHAPITRE II - TYPES DE ZONE

Section 1 - Zone rouge

Sous-section 1 - Durée

Article 10 :

La durée de stationnement en zone rouge est limitée à 2 heures

Sous-section 2 - Montant

Article 11 :

Le montant de la redevance en zone rouge est :

-0,50 euro pour la première demi-heure;

-1,50 euros pour la seconde demi-heure;

-3,00 euros pour la deuxième heure

Le stationnement par les détenteurs de la carte pour personnes handicapées est gratuit pendant une durée maximale de deux heures, moyennant apposition du disque de stationnement marquant l'heure d'arrivée.

Article 12 :

Il est possible d'obtenir un ticket gratuit pour une durée d'un quart d'heure moyennant l'enregistrement du début de la période de stationnement de façon électronique.

Pour la même place de stationnement, seul un quart d'heure de stationnement est gratuit, sans possibilité de renouvellement.

Le quart d'heure gratuit n'est jamais inclus lors de la prise d'un ticket de stationnement payant.

Article 13 :

Le montant de la redevance forfaitaire en cas d'absence de ticket de stationnement ou de carte de dérogation valable dans ce type de zone et/ou secteur de stationnement ou encore de paiement par tout autre moyen est de 25 euros par période de stationnement. Ce tarif sera multiplié par 2 pour les véhicules de plus de 4,9 mètres et par 4 pour les véhicules ayant une masse maximale technique admissible de 3,5T et plus.

Sous-section 3 - Horaire

Article 14 :

La réglementation dans la zone rouge est appliquée du lundi au samedi de 9h à 18h, sauf si d'autres jours ou plages horaires sont définis par la signalisation ou sur les horodateurs.

Section 2 - Zone verte

Sous-section 1 - Durée

Article 15 :

La durée de stationnement n'est pas limitée dans le temps

Sous-section 2 - Montant

Article 16 :

Le montant de la redevance en zone verte est :

- 0,50 euro pour la première demi-heure;
- 1,50 euros pour la seconde demi-heure;
- 2,00 euros pour la deuxième heure
- 2,00 euros pour chaque heure supplémentaire

Article 17 :

Il est possible d'obtenir un ticket gratuit pour une durée d'un quart d'heure moyennant l'enregistrement du début de la période de stationnement de façon électronique.

Pour la même place de stationnement, un seul ticket est gratuit par période de stationnement, sans possibilité de renouvellement.

Le quart d'heure gratuit n'est jamais inclus lors de la prise d'un ticket de stationnement payant.

Article 18 :

Le montant de la redevance forfaitaire en cas d'absence de ticket de stationnement ou de carte de dérogation valable dans ce type de zone et/ou secteur de stationnement ou encore de paiement par tout autre moyen est de 25 euros par période de stationnement. Ce tarif sera multiplié par 2 pour les véhicules de plus de 4,9 mètres et par 4 pour les véhicules ayant une masse maximale technique admissible de 3,5T et plus.

Sous-section 3 - Horaire

Article 19 :

La réglementation dans la zone verte est appliquée du lundi au samedi de 9h à 21h, sauf si d'autres jours ou plages horaires sont définis par la signalisation ou sur les horodateurs

Section 3 - Zone de livraison

Sous-section 1 - Montant

Article 20 :

Le montant de la redevance forfaitaire en cas de stationnement dans ce type de zone est de 100 euros par période de stationnement

Sous-section 2 - Horaire

Article 21 :

La réglementation de la zone de livraison est appliquée selon les modalités précisées sur la signalisation routière.

Section 4 - Zone « abords d'école »

Sous-section 1 - Durée

Article 22 :

Le temps de stationnement maximum autorisé est celui indiqué sur la signalisation routière prévue à cet effet.

Sous-section 2 - Montant

Article 23 :

Le montant de la redevance forfaitaire en cas de dépassement du temps repris sur la signalisation routière prévue à cet effet est de 100 euros par période de stationnement.

Section 5 - Zone « chargement électrique »

Sous-section 1 - Durée

Article 24 :

Le stationnement en zone « Chargement électrique » est autorisé gratuitement pour autant que l'utilisateur dudit véhicule soit connecté et qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

Sous-section 2 - Montant

Article 25 :

Une redevance forfaitaire de 50 euros par période de stationnement est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique.

CHAPITRE III – PROCÉDURE DE RECOUVREMENT

Article 26 :

La redevance forfaitaire est acquittée dans un délai de cinq jours à dater de l'invitation à payer.

A défaut de paiement intégral dans ce délai, un premier rappel gratuit est envoyé.

Article 27 :

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, la redevance est majorée de 15 euros.

Article 28 :

En cas de non-paiement persistant, le dossier sera transmis à l'huissier de justice pour recouvrement.

L'huissier de justice poursuit la procédure selon les règles du droit commun en organisant une phase de recouvrement amiable approfondie ayant pour but d'éviter le recouvrement par la voie judiciaire.

En cas de non-paiement après les démarches amiables entreprises par l'huissier de justice, ce dernier poursuivra le recouvrement par la voie judiciaire.

Article 29 :

Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus sont à charge du débiteur.

Article 30 :

Conformément à l'article 17 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, la redevance est due par le titulaire du numéro de la plaque d'immatriculation.

TITRE III - CARTES DE DÉROGATION

CHAPITRE I - CARTES DE DÉROGATION DÉLIVRÉES PAR L'AGENCE RÉGIONALE DE STATIONNEMENT

Section 1 - Dispositions commune

Article 31 :

Les cartes de dérogation ci-après peuvent être accordées sur demande à l'Agence. Néanmoins, la commune a la possibilité de limiter le nombre de cartes de dérogation valables sur son territoire

Article 32 :

La carte de dérogation ne sera accordée qu'après paiement en une fois du montant intégral et pour autant que le demandeur remplisse toutes les conditions d'octroi et qu'il en ait apporté la preuve. Dans tous les cas, les cartes de dérogation ne sont effectives que le lendemain de leur enregistrement.

Seules les redevances de stationnement émises dans les 10 jours ouvrables qui précèdent l'activation de la carte de dérogation pourront être annulées.

Article 33 :

En ce qui concerne les véhicules immatriculés, la carte de dérogation n'est valable que pour le véhicule dont la marque d'immatriculation est enregistrée dans le logiciel d'octroi des cartes de dérogation et pour le(s) secteur(s) attribués lors de l'enregistrement.

En ce qui concerne les véhicules non immatriculés, la carte de dérogation n'est valable que pour le véhicule dont la marque de véhicule (avec le numéro de châssis est enregistrée dans le logiciel d'octroi des cartes de dérogation ainsi que pour le(s) secteur(s) attribués lors de l'enregistrement.

Article 34 :

Pour obtenir un changement de marque d'immatriculation durant la validité de la carte, ceci ne pourra se faire qu'après examen des circonstances particulières le justifiant. Le cas échéant, le bénéficiaire d'une carte de dérogation doit informer l'Agence du changement dans les 10 jours ouvrables.

Seules les redevances de stationnement émises dans les 10 jours ouvrables qui suivent le changement de marque d'immatriculation pourront être annulées.

Article 35 :

Le montant de la première année reste dû intégralement. Le montant de la redevance qui est supérieur à la première année est, le cas échéant, remboursé à concurrence des mois entiers encore restants pendant lesquels la carte d'exemption n'a pas été utilisée.

Article 36 :

Le demandeur d'une carte de dérogation répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie lors de la délivrance et de l'utilisation de la carte de dérogation.

Article 37 :

L'Agence n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Il appartient aux titulaires de prolonger la validité de leur carte de dérogation s'ils le souhaitent. Ceci est de leur responsabilité. Ils ne pourront en aucun cas se retourner contre l'autorité compétente en cas d'oubli.

Seules les redevances de stationnement émises dans les 10 jours ouvrables qui suivent l'expiration de la carte de dérogation pourront être annulées, si celle-ci est renouvelée.

Article 38 :

Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de l'Agence au plus tôt 49 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente.

Article 39 :

Les documents listés pour l'obtention de chaque type de carte ne sont indiqués qu'à titre informatif et de manière non-exhaustive. Le demandeur est toujours tenu de se référer au formulaire de demande de la carte souhaitée.

Article 40 :

Dès que le bénéficiaire d'une carte de dérogation ne remplit plus les conditions d'octroi, il en informe l'Agence.

Article 41 :

Dans le cas d'une carte physique ou d'une carte virtuelle, l'Agence annule de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

Article 42 :

En cas de changement du plan reprenant les mailles de stationnement ou les secteurs de stationnement fixes, les cartes de dérogation concernées seront remplacées dès la date d'entrée en vigueur de la nouvelle carte.

Article 43 :

Dans l'objectif d'une coordination optimale et d'une gestion rationnelle, notamment dans le cadre du projet de sectorisation régionale, les cartes de dérogation d'autres communes peuvent, le cas échéant être reconnues sur le territoire de la commune.

Article 44 :

Il ne sera pas délivré de carte de dérogation :

- Pour les véhicules ayant une masse maximale technique admissible de 3,5T et plus.
- Pour les véhicules de moins de 3,5T de types suivants (catégorie DIV) :
 - Remorque (Tout Type)
 - Autocaravane
 - Bus et autocar
 - Dépanneuse
 - Véhicule Grue
 - Camion lift
 - Matériel Agricole (Dont Quad)
 - Matériel Industriel
 - Tracteurs
 - Les marques d'immatriculation destinées aux « essais » commençant par « ZZ »

Article 45 :

Les véhicules de l'administration affectés à la surveillance, au contrôle et à l'entretien de la voirie dérogent aux dispositions de l'article 23 du Code de la route lorsqu'elles sont inconciliables avec la nature ou l'affectation momentanée ou permanente du véhicule.

Les véhicules communaux, régionaux, communautaires, du CPAS et du Foyer schaarbeekois dérogent aux dispositions de l'article 23 du Code de la route lorsqu'elles sont inconciliables avec la nature ou l'affectation momentanée ou permanente du véhicule.

Article 46 :

Une carte de stationnement peut être sollicitée auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. Une dérogation d'un an et non-renouvelable peut être octroyée aux riverains et aux entreprises schaarbeekoises sur base d'un et un seul des critères suivants :

- Poids du véhicule
- Longueur du véhicule
- Nombre de permis présents dans le ménage

Section 2 - Carte de dérogation « riverain »

Sous-section 1 - Bénéficiaires

Article 47 :

Peuvent bénéficier de la carte « riverain » :

- les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune concernée. En cas d'inscription au registre d'attente de la commune, la carte riverain est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas d'acceptation de la domiciliation par la commune, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ou d'un an et 9 mois moyennant un paiement complémentaire (tarif pour 2 ans) ;
- les personnes domiciliées dans la commune dont le véhicule est immatriculé à l'étranger, pendant la période de demande d'une immatriculation belge. Toute personne résidant à la commune et possédant un véhicule immatriculé à l'étranger doit le faire immatriculer en Belgique à l'exception des 5 cas énumérés par l'article 3 de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001. Si la personne est dispensée d'inscription, il est tenu compte des attestations délivrées par le Service Public Fédéral de l'Intérieur, Office des Etrangers; le Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, le Service du Protocole, ou une Ambassade ou un Consulat pour lequel la personne travaille. En cas d'immatriculation étrangère devant être échangée contre une immatriculation belge, la carte riverain est délivrée au tarif annuel mais pour une durée limitée à 3 mois. En cas de changement effectif de la plaque d'immatriculation, la validité de la carte de dérogation est prolongée pour une durée de 9 mois ou d'un an et 9 mois moyennant un paiement complémentaire (tarif pour 2 ans).
- les personnes qui ont un second lieu de résidence dans la commune concernée;
- les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune concernée et qui ont un besoin spécifique de stationnement dans le cadre d'un système de partage de voiture pour les particuliers reconnu par l'Administration. Le véhicule est partagé par au moins trois particuliers, dont deux au moins sont domiciliés dans une ou plusieurs communes différentes de la Région de Bruxelles-Capitale.
- les riverains bruxellois des rues : {rue F. J. Navez du n° 60 au n° 178 (côté pair), rue Stephenson du n° 2 au n° 130 (côté pair) et rue du Pavillon n° 2 et 4, place Masui du n° 13 au 18 et du 27 au 34, rue des Palais du n° 265 au 279 (côté impair)}.

Sous-section 2 - Nombre de cartes par ménage

Article 48 :

Le nombre de cartes par ménage est limité à 3.

Le nombre de carte(s) octroyée(s) par ménage ne pourra toutefois excéder le nombre de permis de conduire présents dans le ménage.

Sous-section 3 - Prix et durée de validité de la carte « riverain »

Article 49 :

Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- Première carte de dérogation du ménage : 28 euros par an ou 56 euros pour deux ans ;
- Deuxième carte de dérogation du ménage : 50 euros par an ou 100 euros pour deux ans ;
- Troisième carte de dérogation : 250 euros par an ou 500 euros pour deux ans ;

Pour les personnes ayant une résidence secondaire, une et une seule carte peut être délivrée pour : 250 euros pour 12 mois.

Le tarif de base est cependant majoré de 120 euros pour tout véhicule de plus de 4,9 m de long. Il sera délivré maximum une carte par ménage pour un véhicule de plus de 4,9 m. Toutefois, il ne sera pas délivré de carte de riverain pour un véhicule de société de plus de 4,9 mètres dont la société ne possède pas son siège d'exploitation sur le territoire de Schaerbeek.

En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage. Dans ce cas, la durée de validité de la carte est limitée à 3 mois dans un premier temps. Dans un second temps, la validité de la carte est prolongée, au choix du riverain, de 9 ou 21 mois en cas de changement effectif de l'immatriculation étrangère en immatriculation belge.

Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévu par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée.

Sous-section 4 - Types de zone dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 50 :

La carte de dérogation « riverain » est valable en zone verte.

Sous-section 5 - Documents à fournir pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 51 :

Le demandeur doit produire les documents suivants:

- la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV et la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, s'il n'en est le propriétaire.
- pour une voiture partagée entre particuliers: la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV ainsi que la preuve de paiement de l'affiliation à une plateforme spécialisée dans le partage de voitures entre particuliers et la convention liant les parties prenantes au partage du véhicule.
- pour une voiture en leasing: la preuve de ce leasing qui doit mentionner d'une manière explicite le nom du demandeur.
- pour une voiture de société: l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le seul utilisateur.
- pour la voiture d'une tierce personne: une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné qu'il est le conducteur principal du véhicule.
- le cas échéant, la carte d'identité ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans l'hypothèse où celui-ci ne se présente pas en personne.

- pour la personne en résidence non principale, la preuve de paiement de la taxe

Article 52 :

Tout habitant de la commune, possédant déjà une carte de riverain pour un véhicule de base, peut demander une carte temporaire gratuite dans le cadre d'un véhicule de remplacement.

La durée octroyée sera déterminée au cas par cas, en fonction de la durée de remplacement - prouvée par un document du véhicule de base et ne pourra dépasser la durée de validité de la carte initiale.

Aussi longtemps que la carte de dérogation n'a pas été accordée, aucun usager ne pourra se prévaloir de quelque droit que ce soit, lié à celle-ci.

Cette carte temporaire conserve les validités zonales de la carte de base

Section 3 - Carte de dérogation « professionnel »

Sous-section 1 - Bénéficiaires

Article 53 :

Sont concernés par ce type de carte :

- Les entreprises et indépendants situés sur le territoire de Schaerbeek
- Les entreprises bruxelloises et indépendants des rues : {rue F. J. Navez du n° 60 au n° 178 (côté pair), rue Stephenson du n° 2 au n° 130 (côté pair) et rue du Pavillon n° 2 et 4, place Masui du n° 13 au 18 et du 27 au 34, rue des Palais du n° 265 au 279 (côté impair)}.
- Les établissements d'enseignement et crèches situés sur le territoire de Schaerbeek
- Les membres du personnel des zones de police
- Les membres du personnel communal schaarbeekois

Sous-section 2 - Prix

Article 54 :

Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants progressent comme suit :

Validité jusqu'à	Longueur du véhicule	Tarif selon le nombre de cartes			
		1-5 cartes	6-20 cartes	21-30 cartes	Carte suppl.
18h	Moins de 4,9 m	200 euros	300 euros	600 euros	800 euros
	4,9 m et plus	300 euros	500 euros	750 euros	850 euros
21h	Moins de 4,9 m	400 euros	600 euros	1200 euros	1600 euros
	4,9 m et plus	600 euros	1000 euros	1500 euros	1700 euros

Article 55 :

Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement, les crèches et le personnel communal schaarbeekois est de 75 euros/an par secteur

Article 56 :

Le prix pour les membres du personnel des zones de police est de 75 euros/an par secteur

Sous-section 3 – Types de zone dans lesquels la carte de dérogation est valable

Article 57 :

La carte de dérogation « professionnel » est valable en zone verte

Sous-section 4 – Introduction de la demande

Article 58 :

L'entreprise, l'indépendant, l'établissement d'enseignement, les crèches, l'administration communale ou la zone de police désigne un responsable unique pour retirer les cartes de dérogation auprès de l'Agence.

Article 59 :

L'entreprise, l'indépendant, l'établissement d'enseignement, les crèches, l'administration communale ou la zone de police distribue les cartes à son personnel selon ses propres règles.

Sous-section 5 – Documents à présenter pour l'obtention de la carte de dérogation

Article 60 :

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- Pour les indépendants et les entreprises, les statuts de la société ou un extrait de la Banque Carrefour des Entreprises ;
- une copie de la carte d'identité, selon le cas, du gérant, de l'exploitant ou du responsable de l'entreprise, de l'indépendant, de la personne responsable de l'établissement scolaire, de la crèche, de la zone de police ou de l'administration communale ou son représentant ;
- la carte d'immatriculation du ou des véhicule(s) auprès de la DIV.

Article 61 :

Dans tous les cas, la demande de carte de dérogation « professionnel » doit être accompagnée, selon le cas, soit d'un plan de déplacement scolaire ou d'entreprises, soit d'un équivalent approuvé. Le formulaire de mobilité est disponible sur www.parking.brussels

Section 4 - Code de dérogation « visiteur »

Sous-section 1 - Bénéficiaire

Article 62 :

Peuvent bénéficier des codes de dérogation « visiteur » le(s) visiteur(s) d'un ménage, d'une entreprise et d'un indépendant. Le code est toujours délivré au ménage, entreprise ou indépendant schaarbeekois exclusivement, pour ses visiteurs.

Les codes visiteurs ne sont pas valables sur les véhicules de type : autobus, autocars, grue, dépanneuses, remorques, véhicule agricoles, camions et semi-remorques.

Sous-section 2 - Prix

Article 63 :

Le prix du code de dérogation par véhicule est de :

- 2,50 euros par période de stationnement de 4h30 ;
- 5,00 euros par jour (de 9h à 21h).

Sous-section 3 - Nombre de code par an

Article 64 :

Le nombre d'heures de stationnement qui peut être octroyé par an et par ménage ou par professionnel est de maximum 450.

Sous-section 4 - Type de réglementation dans lesquels le code de dérogation est valable

Article 65 :

Le code de dérogation « visiteur » est valable en zone verte.

Sous-section 5 - Documents à présenter pour l'obtention du code de dérogation

Article 66 :

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'identité du demandeur

CHAPITRE II - CARTES DE DÉROGATION DÉLIVRÉES À VALIDITÉ RÉGIONALE

Sous-section 1 - Bénéficiaires

Article 67 :

Les cartes de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents », « prestataire de soins médicaux à domicile », « voiture partagée » et la carte « professionnel » (cas spécifiquement prévu à l'art. 84, § 1, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation) sont délivrées par l'Agence du stationnement selon les modalités et aux conditions qu'elle détermine.

La carte de dérogation « professionnel » régionale visée à l'art. 84, §1, 2° de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 est destinée aux personnes physiques ou morales qui démontrent, pour l'exercice de leur profession, effectuer différentes interventions dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil d'administration de parking.brussels a décidé, sur base d'une concertation avec la « Confédération Construction » d'octroyer ce type de carte aux publics suivants :

1. Les professionnels des secteurs suivants :
 - « Toiture et étanchéité » ;
 - « Menuiserie et vitrerie » ;
 - « Chauffage central, climatisation, gaz et sanitaire » ;
 - « Electrotechnique » ;
 - « Ascensoriste ».
1. Les impétrants de la liste officielle de la Région de Bruxelles-Capitale suivants :
 - Secteur du gaz : Eandis, Fluxys, Sibelga
 - Secteur de l'électricité : Elia, Sibelga
 - Secteur de l'eau : Hydrobru, Société Bruxelloise de la Gestion d'Eau, Vivaqua
 - Secteur des télécommunications : Proximus, Telenet, Brutélé.
1. Le « secteur public » : communes et organismes régionaux (Ministères, IBGE, STIB...) ou fédéraux (Infrabel, ...)

L'Agence n'indique volontairement pas les conditions d'octroi des cartes de dérogation qu'elles délivrent dans ce modèle. Les conditions d'octroi sont disponibles sur simple demande auprès de l'Agence ou via son site (formulaires).

Sous-section 2 – Prix et durée de validité de la carte

Article 68 :

Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- cartes de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents » : 200 euros par an ;
- Les cartes de dérogation « prestataire de soins médicaux à domicile » : 75 euros par an ;
- Les cartes de dérogation « voiture partagée » : 25 euros par an ;
- Les cartes de dérogation « professionnel » : 90 euros par mois.

CHAPITRE III - CARTE DE DÉROGATION DÉLIVRÉE PAR LE SPF SÉCURITÉ SOCIALE

Article 69 :

La carte européenne de stationnement pour personnes handicapées tient lieu de carte de dérogation

Article 70 :

Elle est valable dans tous les secteurs de stationnement fixés par la Région en zones rouges, oranges, grises, bleues, vertes et « événement ».

TITRE IV - DISPOSITION FINALE

Article 71 :

Le règlement adapté entrera en vigueur le 1^{er} septembre 2021 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 23 octobre 2019.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 30 juin 2021.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 30 juni 2021

Voorwerp nr 19 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, HH. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, H. Youssef Hammouti, Mevr. Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Fatiha El Khattabi, H. Taoufik Ben addi, Mevr. Fatima Ben Abbou, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepen.

#Voorwerp : Reglement betreffende het gemeentelijk parkeerbeleid - goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 11 en 0 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 117 tot 137bis

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 inzake parkeerkaarten voor personen met een handicap;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Wegcode;

Gelet op eventuele hierboven niet vermelde tekstwijzigingen;

Gelet het Gemeentelijk parkeeractieplan van 25 mei 2016;

Herziende zijn raadsbesluit van 23 oktober 2019 stemmend de invoering van het reglement betreffende het gemeentelijk parkeerbeleid;

Overwegende dat een betere rotatie van de parkeerplaatsen dient te worden nagestreefd, en daarom een retributie dient te worden vastgesteld in overeenstemming met de doorgaans nuttige en noodzakelijke parkeerperiode, en daarom ook het gratis parkeren in de rode zone te beperken tot maximaal 2 uren voor de houders van een parkeerkaart voor personen met een handicap;

Overwegende dat de veralgemening van gereguleerde parkeerzones alsook de parkeerdruk vereist dat parkeermogelijkheden worden gegeven aan de bewoners van de gemeente;

Overwegende dat de gemeente volgebouwd is met een aanzienlijk deel gewijd aan huisvesting, en daarom zou het parkeren van voertuigen van meer dan 4,9 meter en/of 3,5 ton en meer moeten worden vermeden om redenen van enerzijds, de veiligheid van de voetgangers en kinderen en anderzijds omwille van het comfort van de bewoners, in het bijzonder het belemmeren van het licht en het beperkt zicht.

Overwegende de noodzaak om de problematiek van het avond parkeren te beperken, is het noodzakelijk om een verschillend tarief te hanteren, afhankelijk van de tijd van het verstrijken, voor de parkeerkaarten voor ondernemingen en zelfstandigen;

Overwegende dat de vermindering, alsook de creatie en de verbetering van de parkeermogelijkheden voor de gemeente aanzienlijke lasten op het vlak van personeel en financiële middelen met zich meebrengen;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de verschillende wetgevende bepalingen noodzakelijk is en hiervoor een invoering beveelt van een tarief per parkeerperiode van 4u30 bij de vrijstellingscodes "bezoeker" alsook een aangepast maximaal aantal toegewezen codes;

Gelet bovendien, op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 juni 2021 en het administratief dossier;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen:

BESLUIT

TITEL I - ALGEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED VAN HET GEMEENTELIJK PARKEERBELEID

Artikel 1:

Dit reglement is van toepassing op alle gebruikers aanwezig op elke openbare weg en op elke openbare plaats in de zin van de wet op het verkeer en in de zin van de Wegcode.

HOOFDSTUK II - DEFINITIES

Artikel 2:

Voor de toepassing van dit reglement verstaat men onder:

1. Administratie: Brussel Mobiliteit.
2. Parkeeragentschap: het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gedefinieerd in Hoofdstuk VI van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap.
3. Vrijstellingskaarten: de vrijstellingskaarten bedoeld door de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, en haar uitvoeringsbesluiten, waarbij de vrijstellingskaarten "materieel" of "virtueel" kunnen zijn.
4. Verbinding: elektronische identificatie om te kunnen opladen of een rotatietarief te betalen aan de exploitant van de infrastructuur.
5. Parkeerschijf: de parkeerschijf zoals bedoeld in artikel 27.1.1. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en bepaald in artikel 1 van het ministerieel besluit van 1 december 1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bekeringen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.
6. Bedrijven en zelfstandigen: de persoon of het bedrijf met zijn maatschappelijke of exploitatiezetel in een van de 19 Brusselse gemeenten. Met "persoon" wordt hier de beoefenaar van een vrij beroep of zelfstandige bedoeld. Met "bedrijf" wordt verwezen naar elke rechtspersoon, ongeacht zijn statuut, inzonderheid de vennootschappen opgenomen in artikel 2 van het Wetboek van Vennootschappen, de openbare instellingen, de private instellingen, de instellingen voorbehouden aan de erediensten die worden beoogd door de wet op de temporalieën der erediensten en de ordonnantie van 29 juni 2006 betreffende de inrichting en de werking van de islamitische eredienst, de centra voor morele dienstverlening van de Centrale Vrijzinnige Raad bedoeld in de wet van 21 juni 2002, de instellingen van het niet-verplicht onderwijs, de ziekenhuizen, de klinieken, de poliklinieken en de zorgverstrekende instanties, de liefdadigheidsinstellingen en de vzw's;
7. Onderwijsinstelling: elke instelling, georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door een gemeenschap en publieke kinderdagverblijven of kinderdagverblijven die inkomens gerelateerde tarieven hanteren, gevestigd in een van de 19 Brusselse gemeenten.
8. Laadpaal: infrastructuur voor het opladen van een of meer elektrische voertuigen. De paal heeft ten minste één oplaadpunt vastgehecht in de grond.
9. Gezin: het gezin wordt gevormd door hetzij een gewoonlijk alleen levend persoon, hetzij door twee of meer personen die, al dan niet verbonden door verwantschap, dezelfde hoofdverblijfplaats delen. De gezinssamenstelling wordt aangetoond door een attest samenstelling gezin.
10. Bevoegde minister: de minister die bevoegd is voor Vervoer.
11. Ordonnantie: de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en haar latere wijzigingen.
12. Parkeerperiode: periode van 4 uur en 30 minuten die begint te lopen vanaf de aflevering van de uitnodiging tot betaling van een forfaitaire retributie. Die duur wordt behouden zelfs in het geval van een uitbreiding of beperking van de betalende periode.
13. Bedrijfsvervoerplan: het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of een zelfstandige, dat zijn mobiliteitsbehoeften analyseert en beschrijft.
14. Schoolvervoerplan of gelijkwaardig: het mobiliteitsplan uitgewerkt door of voor een rechtspersoon of onderwijsinstelling, dat haar mobiliteitsbehoeften analyseert en beschrijft.
15. Aansluiting: fysieke aansluiting van een elektrisch voertuig op de laadpaal, zoals omschreven in dit artikel, om dat voertuig op te laden.
16. Tweede verblijfplaats of tweede verblijf: een andere dan hoofdverblijf op het grondgebied van de gemeente waarvoor de aanvrager van een vrijstellingskaart "buurtbewoner" de gemeentebelasting op de andere dan hoofdverblijven heeft betaald.
17. Parkeersector en deelsector: de geografische zone die de grenzen afbakt waarbinnen de vrijstellingskaart geldig is. Elke parkeersector bestaat uit verschillende deelsectoren tenzij de gemeenteraad beslist om vaste parkeersectoren toe te passen in overeenstemming met artikel 46ter van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten.
18. Parkeerticket: document afgeleverd door de parkeerautomaat conform huidig reglement. Het parkeerticket kan ofwel gratis zijn, voor een duur van 15 minuten, ofwel betalend voor een duur bepaald door de gebruiker en/of het type gereguleerde zone. Het "materiële" parkeerticket kan worden vervangen door elke virtuele vorm (invoering van de kentekenplaat van het voertuig via het toetsenbord van de parkeerautomaat, elektronische betaling enz.)
19. Kentekenplaat: kentekenplaat in de zin van artikel 20 van het Koninklijk Besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen (nummerplaat)
20. Gebruiker: de bestuurder van het motorvoertuig of eigenaar van een aanhangwagen dat een parkeerplaats inneemt of, indien deze niet gekend is, de persoon op wiens naam het motorvoertuig is ingeschreven.
21. Gedeelde voertuigen: de voertuigen van autodeeloperators in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operators van gedeelde motorvoertuigen, en de latere wijzigingen daarvan.
22. Tussen particulieren gedeelde auto's: voertuigen die gedeeld worden via een erkend autodeelsysteem voor particulieren in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren.

23. Gereguleerde zones: de zones zoals gedefinieerd in de artikelen 2, 3 en 4° van de ordonnantie en artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten.
24. Retributie: bedrag verschuldigd voor het gebruik van een parkeerplaats langer dan de tijd die nodig is voor het in- of uitstappen van personen of voor het laden of lossen van zaken in de zin van artikel 2.23 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie over het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg.
25. Politiezone: een van de zes zones van de lokale politie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat verschillende gemeenten omvat.

TITEL II - GEREGLIMENTEERDE ZONES

HOOFDSTUK I - BETALEND PARKEREN OP PLAATSEN UITGERUST MET PARKEERAUTOMATEN: ALGEMEEN

Artikel 3:

Het parkeren in zones met parkeerautomaten wordt geregeld volgens de modaliteiten en voorwaarden die vermeld staan op die toestellen.

Artikel 4:

De verschuldigde retributie moet vooraf worden betaald, vanaf het moment dat het voertuig wordt geparkeerd, door muntstukken in de parkeerautomaat te steken of met een debet- of kredietkaart of met een andere technologie zoals sms of apps conform de meldingen op de parkeerautomaten of elke andere hiervoor voorziene signalisatie.

De gebruiker is verantwoordelijk voor alle kosten in verband met het gebruik van de technologie zoals sms of apps bij de afgifte van een parkeerticket.

De aandacht van de gebruikers wordt gevestigd op het feit dat de configuratie van de toestellen het niet toelaat om geld terug te geven.

Wanneer de parkeerautomaat buiten gebruik is, moet voor de betaling van de retributie, de gebruiker beroep doen op andere technologieën zoals sms of apps. Bij gebrek aan deze, dient de parkeerschijf te worden gebruikt.

Artikel 5:

De betaling van de retributie geeft recht op een ononderbroken parkeerperiode, waarvan de duur wordt bepaald door het betaalde bedrag.

Artikel 6:

In geval de verschuldigde retributie niet werd betaald of de betaalde parkeertijd of maximaal toegestane parkeertijd werd overschreden, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie waarvan het bedrag per parkeerperiode varieert naargelang het soort zone.

Wanneer aanvankelijk werd gekozen de retributie te betalen aan de hand van muntstukken of met een debet- of kredietkaart of sms of apps, conform de meldingen op de parkeerautomaat, kunnen de reeds betaalde bedragen niet gerecupereerd worden door de verschuldigde, wanneer hem gevraagd wordt de forfaitaire retributie te betalen.

Artikel 7:

Geen enkele bepaling in huidig reglement geeft aanleiding tot enige vorm van bewaking van de op de weg geparkeerde voertuigen.

Artikel 8:

Het betalen parkeren is ook van toepassing op de voertuigen die geparkeerd staan voor de inrij van eigendommen.

Artikel 9:

De kaarthouders genieten echter enkel van de vrijstellingen op basis van de specifieke kaarten die hen zijn uitgegeven.

HOOFDSTUK II – SOORTEN ZONES

Afdeling 1 – Rode zone

Onderafdeling 1 - Duur

Artikel 10:

De maximale parkeertijd in een rode zone is 2 uur

Onderafdeling 2 - Bedrag

Artikel 11:

De retributie die is verschuldigd in de rode zone bedraagt:

- 0,50 euro voor het eerste half uur;
- 1,50 euro voor het tweede half uur;
- 3,00 euro voor het tweede uur.

Het parkeren door de houders van een kaart voor personen met een handicap is gratis gedurende maximaal twee uren, door middel van het aanbrengen van het aankomstuur op de blauwe parkeerschijf.

Artikel 12:

Een gratis ticket voor de duur van een kwartier kan worden verkregen mits de aanvang van de parkeerperiode elektronisch werd geregistreerd.

Voor dezelfde parkeerplaats geldt slechts één kwartier gratis parkeren, zonder mogelijkheid tot verlenging.

Het gratis kwartier is nooit inbegrepen indien een betalend parkeerticket wordt genomen.

Artikel 13:

De forfaitaire retributie in geval van afwezigheid van een parkeerticket of geldige vrijstellingskaart voor dit zonetype en/of deze parkeersector of ook van een betaling op eender welke andere wijze bedraagt 25 euro per parkeerperiode. Dit tarief wordt met 2 vermenigvuldigd voor voertuigen van meer dan 4,9 meter en met 4 voor voertuigen met een technische toelaatbare maximummassa van 3,5 ton en meer.

Onderafdeling 3 - Uurregeling

Artikel 14:

De reglementering in de rode zone wordt toegepast van maandag tot zaterdag, van 9 u tot 18 u, tenzij er andere dagen of uurregeling vermeld staan op de verkeersborden of op de parkeerautomaten.

Afdeling 2 – Groene zone

Onderafdeling 1 - Duur

Artikel 15:

De parkeertijd is niet beperkt

Onderafdeling 2 - Bedrag

Artikel 16:

De retributie die is verschuldigd in de groene zone bedraagt:

- 0,50 euro voor het eerste half uur;
- 1,50 euro voor het tweede half uur;
- 2,00 euro voor het tweede uur;
- 2,00 euro voor elk bijkomend uur.

Artikel 17:

Een gratis ticket voor de duur van een kwartier kan worden verkregen mits de aanvang van de parkeerperiode elektronisch werd geregistreerd.

Voor dezelfde parkeerplaats geldt slechts één gratis parkeerticket per parkeerperiode, zonder mogelijkheid tot verlenging.

Het gratis kwartier is nooit inbegrepen indien een betalend parkeerticket wordt genomen.

Artikel 18:

De forfaitaire retributie in geval van afwezigheid van een parkeerticket of geldige vrijstellingskaart voor dit zonetype en/of deze parkeersektor of ook van een betaling op eender welke andere wijze bedraagt 25 euro per parkeerperiode. Dit tarief wordt met 2 vermenigvuldigd voor voertuigen van meer dan 4,9 meter en met 4 voor voertuigen met een technische toelaatbare maximummassa van 3,5 ton en meer.

Onderafdeling 3 - Uurregeling

Artikel 19:

De reglementering in de groene zone wordt toegepast van maandag tot zaterdag, van 9 u tot 21 u, tenzij er andere dagen of uurregeling vermeld staan op de verkeersborden of op de parkeerautomaten.

Afdeling 3 – Leveringszone

Onderafdeling 1 - Bedrag

Artikel 20:

De forfaitaire retributie voor parkeren in dit soort zone bedraagt 100 euro per parkeerperiode.

Onderafdeling 2 - Uurregeling

Artikel 21:

De reglementering van de leveringszone wordt toegepast volgens de modaliteiten aangegeven op de verkeersborden.

Afdeling 4 – De zone “schoolomgeving”

Onderafdeling 1 - Duur

Artikel 22:

De maximaal toegelaten parkeertijd is die aangegeven op de hiervoor voorziene verkeersborden.

Onderafdeling 2 - Bedrag

Artikel 23:

De forfaitaire retributie in geval van overschrijding van de tijd vermeld op de hiervoor voorziene wegsignalisatie bedraagt 100 euro per parkeerperiode.

Afdeling 5 – De zone “Elektrisch opladen”

Onderafdeling 1 - Duur

Artikel 24:

Parkeren in zones "Elektrisch opladen" is gratis, mits de gebruiker van het voertuig in kwestie verbonden is en zijn voertuig fysiek aansluit op de laadpaal.

Onderafdeling 2 - Bedrag

Artikel 25:

Gebruikers van niet-elektrische motorvoertuigen of van een elektrisch voertuig dat geparkeerd wordt zonder verbinding of fysieke aansluiting moeten een forfaitaire retributie van 50 euro per parkeerperiode betalen.

HOOFDSTUK III - INNINGSPROCEDURE

Artikel 26:

De forfaitaire retributie moet worden betaald binnen de vijf dagen te rekenen vanaf het verzoek tot betaling.

Indien binnen die termijn het gehele bedrag niet werd betaald, wordt een kosteloze eerste herinnering verzonden.

Artikel 27:

Indien een tweede herinnering nodig is, wordt de retributie vermeerderd met 15 euro.

Artikel 28:

Bij blijvende wanbetaling zal het dossier worden overgemaakt ter invordering aan de gerechtsdeurwaarder.

De gerechtsdeurwaarder vervolgt de procedure volgens de gemeenschappelijke rechtsregels door het toepassen van een verregaande fase van minnelijke invordering met als doel een invordering via gerechtelijke weg te vermijden.

In geval van niet-betaling na de minnelijke stappen ondernomen door de gerechtsdeurwaarder, zal deze laatste de invordering vervolgen via gerechtelijke weg.

Artikel 29:

De kosten, rechten en gemaakte uitgaven tijdens alle fases van inning van de verschuldigde bedragen zijn ten laste van de schuldenaar.

Artikel 30:

In overeenstemming met artikel 17 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens is de retributie verschuldigd door de houder van de nummerplaat.

TITEL III - VRIJSTELLINGSKAARTEN

HOOFDSTUK 1 - VRIJSTELLINGSKAARTEN UITGEREIKT DOOR HET GEWESTELIJK PARKEERAGENTSCHAP

Afdeling 1 - Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 31:

De hieronder vermelde vrijstellingskaarten kunnen op aanvraag worden toegekend door het Agentschap. De gemeente heeft evenwel de mogelijkheid om het aantal geldige vrijstellingskaarten op haar grondgebied te beperken.

Artikel 32:

De vrijstellingskaart zal pas worden toegekend na eenmalige betaling van het integrale bedrag en voor zover de aanvrager voldoet aan alle toekenningsvoorwaarden en het bewijs daarvan heeft bezorgd. In elk geval zijn de vrijstellingskaarten pas geldig vanaf de dag volgend op de dag van hun registratie.

Alleen de retributies die binnen 10 werkdagen vóór de activering van de vrijstellingskaart zijn uitgegeven, kunnen worden geannuleerd.

Artikel 33:

Voor wat de ingeschreven voertuigen betreft: de vrijstellingskaart is slechts geldig voor het voertuig waarvan de nummerplaat geregistreerd werd in de software voor de toekenning van de vrijstellingskaarten en voor de sector(en) toegekend bij de registratie.

Voor wat de niet-ingeschreven voertuigen betreft: de vrijstellingskaart is slechts geldig voor het voertuig waarvan het merk van het voertuig met het raamnummer geregistreerd werd in de software voor de toekenning van de vrijstellingskaarten en voor de sector(en) toegekend bij de registratie.

Artikel 34:

Een wijziging van de kentekenplaat gedurende de geldigheidsperiode van de kaart kan slechts worden verkregen na onderzoek van de bijzondere omstandigheden die deze wijziging rechtvaardigen. In voorkomend geval moet de begunstigde van de vrijstellingskaart het Agentschap binnen de 10 werkdagen op de hoogte stellen van de wijziging.

Alleen de retributies die binnen 10 werkdagen na de wijziging van de kentekenplaat zijn uitgegeven, kunnen worden geannuleerd.

Artikel 35:

Het bedrag voor het eerste jaar blijft integraal verschuldigd. Het bedrag van de retributie bovenop dit bedrag voor het eerste jaar wordt, in voorkomend geval, terugbetaald ten belope van de nog resterende volledige maanden waarin de vrijstellingskaart niet werd gebruikt.

Artikel 36:

De aanvrager van een vrijstellingskaart draagt de eventuele kosten die verbonden zijn aan het gebruik van technologie bij de uitreiking en het gebruik van de vrijstellingskaart.

Artikel 37:

Het Agentschap is niet verplicht om de houders ervan op de hoogte te brengen dat de geldigheidsduur van hun kaart bijna verstreken is. Het is aan de houders om de geldigheidsduur van hun vrijstellingskaart te verlengen indien zij dat wensen. Dit is hun eigen verantwoordelijkheid. In geval van vergetelheid kunnen zij zich in geen geval tegen de bevoegde overheid keren.

Alleen de retributies die binnen 10 werkdagen na het verstrijken van de vrijstellingskaart zijn uitgegeven, kunnen worden geannuleerd, indien deze kaart wordt hernieuwd.

Artikel 38:

Iedere aanvraag voor verlenging moet bij het Agentschap worden ingediend uiterlijk 49 werkdagen voordat de vorige geldigheidsperiode verstreken is.

Artikel 39:

De lijst van documenten om elk type kaart te verkrijgen, is alleen ter informatie en niet-uitputtend. De aanvrager moet zich steeds baseren op het aanvraagformulier voor de gewenste kaart.

Artikel 40:

Zodra de begunstigde van een vrijstellingskaart niet meer aan de toekenningsvoorwaarden voldoet, moet hij het Agentschap daarvan op de hoogte brengen

Artikel 41:

Zowel voor materiële als virtuele kaarten annuleert het Agentschap van rechtswege de vrijstellingskaarten waarvoor de voorwaarden van de aanvrager zodanig zijn gewijzigd dat hij niet langer voldoet aan de toekenningsvoorwaarden.

Artikel 42:

In geval het plan met de deelsectoren voor parkeren of de vaste parkeersectoren wordt gewijzigd, zullen de betreffende vrijstellingskaarten worden vervangen vanaf de datum dat de nieuwe kaart van kracht wordt.

Artikel 43:

In het kader van een optimale coördinatie en een rationeel beheer, inzonderheid in het kader van het project voor sectorindeling van het gewest, kunnen de vrijstellingskaarten van andere gemeenten, in voorkomend geval worden erkend op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 44:

Er wordt geen vrijstellingskaart uitgereikt voor:

- Voertuigen met een technische toelaatbare maximummassa van 3,5 ton en meer.
- Voertuigen van minder dan 3,5 ton van het volgende type (categorie DIV):
 - Aanhangwagens (alle types)
 - Motorhome
 - Bus of autocar
 - Takelwagens
 - Kraanwagens
 - Liftwagens
 - Landbouwmateriaal (waaronder quad)
 - Industrieel materiaal
 - Trekkers
 - Kentekenplaten bestemd voor "proefritten" die beginnen met "ZZ"

Artikel 45:

Voertuigen van de administratie bestemd voor bewaking, controle en onderhoud van de weg wijken af van de bepalingen van artikel 23 van de Wegcode wanneer ze niet verzoenbaar zijn met de tijdelijke of permanente aard of bestemming van het voertuig.

De gemeentelijke-, gewestelijke-, gemeenschapsvoertuigen en de voertuigen van het OCMW en van de Schaarbeekse Haard wijken af van de bepalingen van artikel 23 van de Wegcode wanneer ze niet verzoenbaar zijn met de tijdelijke of permanente aard of bestemming van het voertuig.

Artikel 46:

Een parkeerkaart kan worden verzocht bij het College van Burgemeester en Schepenen. Een vrijstelling, voor één jaar en niet hernieuwbaar, kan worden toegestaan aan de buurtbewoners of schaarbeekse ondernemingen op basis van één en slechts één volgend criterium:

- Gewicht van het voertuig
- Lengte van het voertuig
- Aantal aanwezige rijbewijzen binnen het gezin

Afdeling 2 – Vrijstellingskaart "buurtbewoner"

Onderafdeling 1 - Begunstigden

Artikel 47:

Kunnen genieten van de "bewonerskaart":

- Personen ingeschreven in het bevolkingsregister of wachtregister van de betreffende gemeente. Bij inschrijving in het wachtregister van de gemeente wordt de bewonerskaart afgeleverd tegen het jaartarief maar voor een beperkte duur van 3 maanden. Indien de domiciliëring door de gemeente aanvaard wordt, wordt de geldigheid van de vrijstellingskaart verlengd met 9 maanden of een jaar en 9 maanden, mits extra betaling (tarief voor 2 jaar).
- Personen die gedomicilieerd zijn in de gemeente en die over een voertuig beschikken dat is ingeschreven in het buitenland, gedurende de periode van aanvraag van een Belgische inschrijving. Elke persoon die in de gemeente woont en over een voertuig beschikt dat in het buitenland is ingeschreven, moet deze in België inschrijven, met uitzondering van de 5 gevallen opgesomd in artikel 3 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001. Als de persoon is vrijgesteld van inschrijving, wordt rekening gehouden met de attesten afgeleverd door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, de dienst Vreemdelingenzaken; de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, de dienst Protocol of een ambassade of consulaat waarvoor de persoon werkt. In geval van een buitenlandse nummerplaat die ingeruild moet worden voor een Belgische nummerplaat wordt de bewonerskaart afgeleverd tegen het jaartarief maar voor een beperkte duur van 3 maanden. Indien de nummerplaat daadwerkelijk ingeruild wordt, wordt de geldigheid van de vrijstellingskaart verlengd met 9 maanden of een jaar en 9 maanden, mits extra betaling (tarief voor 2 jaar).
- Personen die een tweede verblijfplaats hebben in de betreffende gemeente;
- Personen ingeschreven in het bevolkingsregister of het wachtregister van de gemeente in kwestie en die een specifieke parkeerbehoefte hebben in het kader van een door de Administratie erkend autodeelsysteem voor particulieren. Het voertuig wordt gedeeld door minstens drie particulieren, waarvan er minstens twee gedomicilieerd zijn in een of meerdere verschillende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
- De Brusselse bewoners in de F. J. Navezstraat van nr. 60 tot 178 (de pare nummers), Stephensonstraat van nr. 2 tot 130 (de pare nummers) en de Paviljoenstraat nr. 2 en 4, Masuiplein van nr. 13 tot 18 en van 27 tot 34, Paleizenstraat van nr. 265 tot 279 (de onpare nummers).

Onderafdeling 2 - Aantal kaarten per gezin

Artikel 48:

Het aantal kaarten per gezin is beperkt tot 3.

Het aantal toegestane kaarten per gezin mag niet meer zijn dan het aantal aanwezige rijbewijzen binnen het gezin.

Onderafdeling 3 - Prijs en geldigheidsduur van de "bewonerskaart"

Artikel 49:

De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

- Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: 28 euro per jaar of 56 euro voor twee jaar;
- Tweede vrijstellingskaart voor het gezin: 50 euro per jaar of 100 euro voor twee jaar;
- Derde vrijstellingskaart: 250 euro per jaar of 500 euro voor twee jaar;

Voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden uitgereikt voor: 250 euro voor 12 maanden.

Het basistarief zal worden verhoogd met 120 euro bij een voertuig met een lengte van meer dan 4,9 m. Er zal maximaal één kaart per gezin worden afgeleverd voor voertuigen van meer dan 4,9 m. In ieder geval, er zal geen bewonerskaart worden afgeleverd voor een bedrijfsvoertuig van meer dan 4,9 m waarvan de exploitatiezetel van het bedrijf niet op het grondgebied van Schaarbeek is gevestigd. In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin.

In dit geval, zal in de eerste plaats, de geldigheidsduur van de bewonerskaart maar voor 3 maanden zijn. Vervolgens, wanneer de buitenlandse nummerplaat is ingeruild voor een Belgische nummerplaat, zal de geldigheid van de vrijstellingskaart worden verlengd, volgens de keuze van de buurtbewoner, met 9 of 21 maanden.

Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

Onderafdeling 4 - Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 50:

De vrijstellingskaart "buurtbewoner" is geldig binnen de groene zone.

Onderafdeling 5 - Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van een vrijstellingskaart

Artikel 51:

De aanvrager moet volgende documenten voorleggen:

- het inschrijvingsbewijs van het voertuig bij de DIV en het bewijs dat het voertuig is ingeschreven op zijn naam of dat hij er permanent over kan beschikken als hij niet de eigenaar is.
- voor een tussen particulieren gedeeld voertuig: het inschrijvingsbewijs van het voertuig bij de DIV en het bewijs van betaling van de aansluiting bij een gespecialiseerd platform voor autodelen tussen particulieren en de overeenkomst die de partijen betrokken bij het delen van het voertuig verbindt.
- voor een leasingvoertuig: het bewijs van leasing dat de naam van de aanvrager uitdrukkelijk moet vermelden

- voor bedrijfsvoertuigen: een attest van het bedrijf dat aantoonst dat de aanvrager de enige gebruiker is.
- voor een voertuig op naam van een derde persoon, moet de aanvrager verplicht een kopie voorleggen van de verzekeringspolis waarop is vermeld dat hij de hoofdbestuurder van het voertuig is.
- de identiteitskaart, of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager in het geval deze zich niet persoonlijk aanbiedt.
- voor de personen in een andere dan hoofdverblijf, het bewijs van betaling van de belasting.

Artikel 52:

Elke inwoner van de gemeente, die al een over een bewonerskaart beschikt voor een zijn voertuig, kan gratis een tijdelijke kaart aanvragen als onderdeel van een vervangend voertuig.

De toegekende duur wordt per geval bepaald, afhankelijk van de vervangingsperiode - bewezen door een document - van het oorspronkelijke voertuig en mag de geldigheidsduur van de oorspronkelijke kaart niet overschrijden.

Zolang de vrijstellingskaart niet is verleend, kan geen enkele gebruiker aanspraak maken op welke rechten dan ook.

Deze tijdelijke kaart behoudt de zonale geldigheid van de basiskaart.

Afdeling 3 – Vrijstellingskaart "professioneel"

Onderafdeling 1 - Begunstigden

Artikel 53:

Komen in aanmerking voor dit type kaart:

- Bedrijven en zelfstandigen gesitueerd op het grondgebied van Schaarbeek
- Brusselse ondernemingen en zelfstandigen in de F. J. Navezstraat van nr. 60 tot 178 (de pare nummers), Stephensonstraat van nr. 2 tot 130 (de pare nummers) en de Paviljoenstraat nr. 2 en 4, Masuiplein van nr. 13 tot 18 en van 27 tot 34, Paleizenstraat van nr. 265 tot 279 (de onpare nummers).
- Onderwijsinstellingen en kinderdagverblijven gesitueerd op het grondgebied van Schaarbeek
- Personeelsleden van de politiezones
- Personeelsleden van de gemeente Schaarbeek

Onderafdeling 2 – Prijs

Artikel 54:

De prijzen voor de kaarten voor bedrijven en zelfstandigen zijn als volgt:

Geldig tot	Lengte voertuig	Tarief volgens aantal kaarten			
		1-5 kaarten	6-20 kaarten	21-30 kaarten	bijkomende kaart
18u	Minder dan 4,9 m	200 euro	300 euro	600 euro	800 euro
	4,9 m en meer	300 euro	500 euro	750 euro	850 euro
21u	Minder dan 4,9 m	400 euro	600 euro	1200 euro	1600 euro
	4,9 m en meer	600 euro	1000 euro	1500 euro	1700 euro

Artikel 55:

De prijs van de kaart voor onderwijsinstellingen, kinderdagverblijven en het Schaarbeekse gemeentepersoneel bedraagt 75 euro/jaar per sector

Artikel 56:

De prijs voor de personeelsleden van de politiezones bedraagt 75 euro/jaar per sector

Onderafdeling 3 - Soorten zones waarin de vrijstellingskaart geldig is

Artikel 57:

De vrijstellingskaart "professioneel" is geldig in de groene zone.

Onderafdeling 4 - Indiening van de aanvraag

Artikel 58:

Het bedrijf, de zelfstandige, de onderwijsinstelling, het kinderdagverblijf, het gemeentebestuur of de politieke zone stelt één verantwoordelijke aan om de vrijstellingskaarten af te halen bij het Agentschap.

Artikel 59:

Het bedrijf, de zelfstandige, de onderwijsinstelling, het kinderdagverblijf, het gemeentebestuur of de politieke zone verdeelt de kaart onder het personeel volgens zijn eigen regels.

Onderafdeling 5 - Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van de vrijstellingskaart

Artikel 60:

De aanvrager moet volgende documenten voorleggen:

- Voor het bedrijf en de zelfstandige, de statuten van de onderneming of uittreksel uit de Kruispuntbank der Ondernemingen;
- een kopij van de identiteitskaart, naar omstandigheid, van de zaakvoerder, de uitbater of de verantwoordelijke van het bedrijf, de zelfstandige, de verantwoordelijke van de onderwijsinstelling, het kinderdagverblijf, de politieke zone of het gemeentebestuur of zijn afgevaardigde;
- kentekenbewijs DIV van het voertuig of voertuigen.

Artikel 61:

In elk geval moet de aanvraag voor de vrijstellingskaart "professioneel" vergezeld zijn van een scholenvervoerplan of een bedrijfsvervoerplan, naargelang het geval, of een goedgekeurd equivalent daarvan. Het mobiliteitsformulier is te verkrijgen op www.parking.brussels.

Afdeling 4 – Vrijstellingscode "bezoeker"

Onderafdeling 1 - Begunstigden

Artikel 62:

Kunnen genieten van de vrijstellingscode "bezoeker", de bezoeker(s) van een gezin, een bedrijf of een zelfstandige. De code wordt steeds uitsluitend uitgereikt aan Schaarbeekse gezinnen, bedrijven of zelfstandigen, voor hun bezoekers.

De vrijstellingscodes "bezoeker" zijn niet geldig op de volgende voertuigen: autobus, autocar, kraan, takelwagen, aanhangwagen, landbouwvoertuig, vrachtwagen en oplegger.

Onderafdeling 2 – Prijs

Artikel 63:

De prijs van de vrijstellingscode per voertuig bedraagt:

- 2,50 euro per parkeerperiode van 4u30;
- 5,00 euro per dag (van 9u tot 21u).

Onderafdeling 3 - Aantal codes per jaar

Artikel 64:

Het aantal parkeeruren dat toegekend kan worden per jaar en per gezin of per professioneel bedraagt maximaal 450.

Onderafdeling 4 - Soorten reglementering waarin de vrijstellingscode geldig is

Artikel 65:

De vrijstellingscode "bezoeker" is geldig in de groene zone.

Onderafdeling 5 - Documenten die moeten worden voorgelegd voor het verkrijgen van de vrijstellingscode

Artikel 66:

De aanvrager moet volgende documenten voorleggen:

- de identiteitskaart van de aanvrager

HOOFDSTUK II - VRIJSTELLINGSKAARTEN DIE UITSLUITEND DOOR HET PARKEERAGENTSCHAP WORDEN UITGEREIKT

Onderafdeling 1 - Begunstigden

Artikel 67:

De vrijstellingskaarten "zorgverlener van dringende medische hulp", "medische zorgverlener aan huis", "autodelen" en de kaart "professioneel" (geval specifiek voorzien in art. 84, §1, 2° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten) worden uitgereikt door het Parkeeragentschap volgens de modaliteiten en voorwaarden zoals zij vastlegt.

De gewestelijke "professionele" vrijstellingskaart bedoeld in art. 84, §1, 2° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 is bestemd voor natuurlijke of rechtspersonen die, voor de uitoefening van hun beroep, verschillende interventies in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitvoeren.

De Raad van Bestuur van parking.brussels besloot, op basis van overleg met de "Confederatie Bouw", dit type kaart aan de volgende doelgroepen toe te kennen:

1. Professionelen uit de volgende sectoren:
 - "dakdekker"
 - "schrijnwerk en glaswerken"
 - "centrale verwarming, verluchting, gas en sanitair"
 - "elektrotechnieken"
 - "lifttechnieker"
1. De volgende nutsbedrijven uit de officiële lijst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:
 - Gasector: Eandis, Fluxys, Sibelga
 - Elektriciteitssector: Elia, Sibelga
 - Watersector: Hydrobru, De Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer, Vivaqua
 - Telecomsector: Proximus, Telenet, Brutélé.
1. De "openbare sector": gemeenten en gewestelijke organismes (Miniseries, BIM, MIVB...) of federaal (Infrabel, ...)

Het Agentschap geeft vrijwillig geen voorwaarden weer voor het verlenen van de vrijstellingskaarten die zij volgens dit model aflevert. De toekenningsvoorwaarden zijn op verzoek verkrijgbaar bij het Agentschap of via haar website (formulieren).

Onderafdeling 1 – Prijs en geldigheidsduur van de kaart

Artikel 68:

De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

- vrijstellingskaarten "zorgverlener van dringende medische hulp": 200 euro per jaar;
- vrijstellingskaarten "medische zorgverlener aan huis": 75 euro per jaar;
- vrijstellingskaarten "autodelen": 25 euro per jaar;
- vrijstellingskaarten "professioneel": 90 euro per maand.

HOOFDSTUK III - VRIJSTELLINGSKAART UITGEREIKT DOOR DE FOD SOCIALE ZEKERHEID

Artikel 69:

De Europese parkeerkaart voor personen met een handicap geldt als vrijstellingskaart.

Artikel 70:

Die kaart is geldig in alle door het Gewest bepaalde parkeersectoren in de rode, oranje, grijze, blauwe, groene en "evenementen"-zones.

TITEL IV - SLOTBEPALING

Artikel 71:

Het aangepaste reglement wordt van kracht op 1 september 2021 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 23 oktober 2019.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 30 juni 2021.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,



Cécile JODOGNE